

21 mars 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur différents thèmes d'unité nationale ainsi que sur l'Europe, Villeurbanne, samedi 21 mars 1987.

Mesdames et messieurs,

- J'ai répondu, avec un vrai plaisir, à l'invitation de Charles Hernu et de la municipalité de Villeurbanne, pour de multiples raisons que vous imaginez aisément.

- Beaucoup d'années sont passées depuis le moment où, pour la première fois, j'ai connu votre ville. C'était pendant la dernière guerre mondiale. J'y ai connu la plupart de ceux dont nous venons de célébrer la mémoire, sur une plaque, autour de Jean Moulin. Mes camarades de l'époque, ceux qui ont survécu, ont accompagné ma vie et mes actes. Qu'ils aient été des amis politiques ou bien dans la compétition, cela importe peu. Nous étions liés par de grands souvenirs qui dominent l'existence. Et puis, comme l'a rappelé le maire de votre ville, j'ai connu les débats, j'ai connu les combats. Je me suis réjoui de le voir revenir dans sa ville, y réussir, je crois pouvoir le dire, et en tout cas, conquérir l'estime générale et souvent l'amitié.

- Je connais son extrême dévouement à la gestion des affaires publiques, son grand attachement aux personnes, son souci de servir, d'apporter quelque chose de plus. Comment est-ce que cela s'appelle ? Un peu d'âme, un peu de cœur, un certain sens de la fraternité. Ceci n'ôte rien à la ferveur ou à la fidélité que l'on porte à ses idées, mais cela ajoute à la capacité de mener une collectivité comme celle-ci, et de servir le peuple français, dans la fraction que représente une commune ou un département.

- Charles Hernu `ancien ministre de la défense` a été conduit à remplir à mes côtés, des responsabilités nationales. Il a pu acquérir là une expérience complémentaire : puis il a retrouvé, je crois avec une très grande paix de l'esprit, la ville qu'il sert et qu'il aime.

- Nous avons d'ailleurs mené ensemble tant d'actions, depuis un quart de siècle, que je vous en épargnerai le récit. Elles ont tout simplement cimenté une vraie et solide amitié, qui n'est pas près de s'achever, puisqu'elle s'inspire à la fois de souvenirs, de l'amour et d'une volonté de conquêtes ou de réussites, celle qui nous verrait dessiner l'avenir selon nos conceptions.

- Je vous remercie, mesdames et messieurs, de vous être associés à cette cérémonie qui rappelle en effet les dix années passées par Charles Hernu à la tête de cette commune. Se sont ajoutées deux cérémonies très significatives : l'hommage à Jean Moulin et aussi l'inauguration d'un monument moderne `hôtel des postes`, qui m'est apparu comme réussi, bien inséré dans son environnement urbain et architectural, d'une belle signification et, je l'espère, commode et agréable, pour ceux qui y travaillent comme pour ceux qui en seront les usagers.

Et maintenant, il me reste à prononcer un discours, si cela s'appelle comme ça. J'attendais de connaître les propos de Charles Hernu pour savoir ce que je lui répondrais. Je pouvais certes en prévoir certains éléments, notamment les compliments. Je vais vous faire une confidence : j'y suis sensible. Et cette faiblesse est, je le crois, communément partagée. J'y suis sensible, mais je ne perds rien de mon esprit critique à l'égard de moi-même, même lorsque je pense que le compliment est l'expression d'une amitié, plus que la volonté de serrer exactement et au plus près la réalité des choses.

- Quelques réflexions cependant. Assez d'occasions me sont fournies, vous l'admettez, pour marquer la différence. Assez d'occasions. i'allais dire. persévérant dans l'être. trop ! Mais il est

marquer la différence sous occasion, j'aurais aimé, personnellement dans l'ère, trop, mais il y a des moments où l'on ressent comme une nécessité de souligner aussi ce qui rassemble. Vous êtes nombreux ici, mêlés à la vie active du pays. Et particulièrement nombreux sont les responsables politiques issus, par définition, des différentes fractions qui la composent.

- Ne sentez-vous pas qu'il est parfois utile, et assez agréable, de ressentir qu'en certains domaines, nous nous ressemblons ? Nous avons ensemble quelques fidélités. La première paraîtra banale, c'est si facile à dire. La première, c'est la France. Alors, avec la France, bien entendu, on peut répondre à tous les besoins de l'éloquence, sans prendre grands risques d'être contredit. Mais tout de même, il ne faut pas oublier la France.

- Nous étions devant l'immeuble où a habité Jean Moulin, où se sont réunis les premiers fondateurs de la Résistance organisée. Ceux de ma génération ressentaient profondément la valeur de l'histoire, puisqu'elle a été leur vie, chacun bien entendu au rang qui lui a été destiné. Mais, puisque cette bataille, si difficile à conduire, a finalement été gagnée, ceux qui ont vécu la Libération de la France, éprouveront, - je ne dirais pas mieux que d'autres, mais simplement, cela s'est incrusté dans leur mémoire et dans leur sensibilité - ce que peut être un moment pareil, dans l'histoire d'une vie où soudain tout s'efface, où l'on se sent fraternel, où l'on a envie à la fois de rire et de s'enthousiasmer, de partir ensemble, nous, les Français, compagnons de l'histoire, oubliant nos distinctions et nos oppositions, une sorte de chaleur, qui éclaire les autres jours, plus gris, plus froids. Nous avons, nous, eu la chance de vivre cela.

- Cela ne confère pas un monopole d'attachement à la France et puis, on ne va pas faire uniquement un quart d'heure de récit d'anciens combattants. Je dis cela simplement parce que ça compte, parce qu'à travers les siècles, la France s'est faite comme cela, à travers les périls. Ces périls ne provenaient pas seulement de l'extérieur mais aussi de périls qu'elle a coutume de secréter, tant notre peuple, en raison de ses origines et de son caractère, est porté à se nuire par ses propres divisions.

- Donc, servir la France. Nous ressentons comme cela l'immense besoin de nous reconnaître, avant de repartir sur les chemins qui nous conduiront à ressentir, à nouveau, ce qui nous sépare. C'est un moment comme cela, que je vis aujourd'hui.\

Vous avez évoqué, Charles Hernu, le terrorisme. Voilà un péril que l'ensemble des Français, et ceux qui les gouvernent, affrontent d'une même résolution. On peut débattre sur les méthodes. On ne peut qu'être accordé et que vouloir le demeurer, envers et contre tout, pour défendre d'un même effort, la même patrie, le même peuple, j'ajouterai même une civilisation, une forme de culture qui ne peut tolérer d'être à ce point blessée, peut-être blessée à mort, par le fanatisme, par la barbarie. C'est la forme moderne de la barbarie que je dénonce ici. Elle ne supporte aucun compromis, aucun aménagement. Il ne peut pas y avoir d'arrangement, ou de synthèse, entre la civilisation de l'homme pour lui-même et le développement d'une société libre, et ceux qui nient, blessent, tuent, ruinent, jusqu'au fond, toutes les sources de l'espoir.\

Il est un deuxième thème, sur lequel il nous est aisé de nous réunir : c'est celui de la République. C'est peut-être déjà fait, enfin disons qu'aux marges, on pourrait se poser des questions. D'une façon générale, le mouvement des idées et la démonstration de l'histoire, des preuves accumulées à travers le temps, font que les Français sont attachés viscéralement à la République. On me dit parfois : laquelle ? Eh bien la République. Moi, je suis né sous la troisième, j'ai connu l'Etat français, j'ai vécu la quatrième, je vis, et de quelle façon, la cinquième. Bon, j'allais dire : ça suffit ! Et lorsque je vois s'organiser, autour de moi, des débats institutionnels, les numéros m'importent peu. Je n'ai pas la manie de vouloir inscrire dans l'histoire un changement perpétuel d'institutions. Mais j'ai quand même mon idée. Et la chance unique, peut-être, qui est la mienne, c'est de pouvoir tenter d'ajuster les faits sur mes idées. D'autant plus que si j'ai cette occasion, ce n'est pas de ma faute.

- Ce qui est demandé, aujourd'hui, aux responsables du pays, c'est de savoir gérer la République. Oui, j'entends toujours les discussions se renouveler. Il faudrait faire ceci, il faudrait faire cela. Je suis Président de la République, j'ai été élu par le peuple au suffrage universel, il y aura bientôt six ans de cela, pour sept ans. Voilà un contrat. Il peut être rompu, par ma décision, et seulement par elle. Telle n'a pas été ma volonté en 1986. Qu'il y ait des changements de majorité dans une

République démocratique, j'allais dire c'est naturel et, selon moi, c'est une bonne chose. Bien entendu, je la trouve encore meilleure dans un sens que dans l'autre. Mais c'est la loi et, à aucun moment, le 16 mars 1986, je n'ai songé à échapper à cette obligation, qui était la mienne, que d'appeler aux responsabilités la majorité voulue par le peuple. On peut toujours ergoter, dire que cette majorité a été abusée. Elle a voté. Elle s'est exprimée librement. Elle a choisi. Mon premier devoir était d'en tenir compte, en appelant à la tête du gouvernement l'expression majoritaire au sein de cette majorité. Il n'y a pas d'automatisme, ce n'est pas un mécanisme obligatoire. Mais j'avais le scrupule supplémentaire, représentant d'une autre majorité que celle-là, j'avais l'obligation supplémentaire - du moins dans mon esprit - de ne pas chercher un biais, et de prendre la difficulté, puisque cela en était une, comme elle se présentait.

Alors, la théorie qui voudrait que chaque fois qu'il y a une majorité nouvelle, l'ensemble des institutions, y compris le Président de la République, se trouverait bousculé, ajouterait une cause nouvelle d'instabilité à toutes celles qui existent naturellement dans la société française. J'ajoute que, si le problème se pose en termes clairs, ou s'est posé en termes clairs, entre une majorité qui n'était pas de la même nature que la majorité précédente, parlementaire et présidentielle, êtes-vous bien sûr que ce type de problème ne se poserait pas à l'intérieur d'une même majorité qui serait forcément une majorité de coalition ? Chacun sait que toute coalition connaît ses difficultés. Faudrait-il donc que chaque fois qu'une humeur s'emparerait d'une assemblée pour changer, à l'intérieur d'une même majorité, les objectifs, les points de vue ou les comportements, faudrait-il changer le Président de la République ?

- Je ne suis pas sûr que les Présidents de la République issus d'une majorité coalisée soient forcément mieux reçus, mieux acceptés, mieux supportés que les Présidents de la République venus d'un autre horizon. Les querelles de famille sont les pires. Et quelquefois, je dois le dire, j'ai une certaine liberté de langage avec vous, je me réjouis de n'être pas de la famille.

- Bon ! on verra bien. Encore quatorze mois, du moins sur le papier. C'est ce que veulent nos institutions. Je n'ai pas d'autres intentions. Mais je ferai comme tout le monde, j'aviserais. Et, ce que je souhaite, sur le mode grave, c'est que précisément nous soyons assez patriotes, et assez républicains, pour supporter les difficultés qui nous ont été imposées par la volonté de notre peuple. Ce que je souhaite, c'est que nous sachions distinguer, comme toujours, l'essentiel de l'accessoire, que nous ne fassions pas passer nos préférences avant celles qui touchent, tout simplement, la nature de la démocratie.

- Est-ce que l'on a besoin de troubler notre peuple par des querelles institutionnelles qui passent si loin derrière les soucis, les angoisses de la vie quotidienne ! Vous croyez que les problèmes du chômage n'inquiètent pas davantage les Français que de savoir de quelle façon se trouvent appliqués l'article 5 et l'article 20 de la Constitution ?

- Est-ce que vous croyez que le problème de la paix, et des grands choix à faire devant les décisions que prennent les deux plus grandes puissances en mesure de déclencher le feu nucléaire, vous croyez, que ce n'est pas plus important pour la nation qu'une querelle ou une dispute de théologiens, de ces théologiens nouveaux que sont les juristes, bien qu'après tout, je soupçonne les théologiens d'avoir toujours été juristes.

Bon, alors, voilà la France, la République. Ce sont des cadres trop vagues, peut-être, au sein desquels on peut distinguer des accords et des harmonies qui dépassent la réalité. Mais je ne le crois pas. Je suis convaincu que si nous nous trouvions dans une situation du type de celle que nous avons connue, et que j'évoquais pour commencer `majorités présidentielle et parlementaire identiques`, on apercevrait, comme on le voit souvent, dans la gestion des affaires publiques, au niveau municipal, sur le tas, sur le terrain, on apercevrait des mouvements où l'on trouverait, d'un côté, une immense majorité, ceux qui veulent que la République continue, sur ses fondements, tels qu'ils ont été définis. Ainsi sans oublier ce que la vie moderne peut apporter, les principes restent les mêmes. La recherche de plus d'égalité dans la façon dont vivent les femmes et les hommes, rechercher toujours plus, sachant fort bien à quoi l'on se heurte, qu'il est des inégalités naturelles, qu'il s'agit précisément de vaincre. Un peu plus de libertés, non pas jusqu'à la licence, mais la liberté, tout simplement, qui veut qu'il y ait des lois, et qu'on les applique. Et,

que veulent ces lois : qu'il y ait un pouvoir exécutif et un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire et un pouvoir administratif. C'est un débat, vous allez dire vieux comme le monde. Non, il existe depuis qu'une démocratie est apparue dans le monde.\

Nous n'avons rien inventé. Nous devons simplement gérer la France, la République. J'aimerais que celles et ceux qui m'entendent, pensent à une autre projection sur laquelle j'aimerais voir les Français s'unir : c'est celle de l'Europe. Je ne suis pas non plus là une sorte d'obsédé. J'ai entendu autrefois quelqu'un dire "l'Europe, l'Europe, l'Europe". Ce qui est curieux, c'est que les routes sont aujourd'hui quasiment inversées.

- L'Europe, pourquoi l'Europe ? Vous connaissez l'histoire comme moi. Vous savez bien que ce n'est pas commode. Nous sommes là, dans un creux de continent, tout petit, où se trouvent resserrés des peuples multiples, qui parlent des langues différentes, qui ont non seulement été formés à des cultures diverses, je ne dis pas opposées, mais diverses, mais qui, au nom de ces cultures et de leurs intérêts, tels qu'ils les comprenaient, se sont combattus au point, durant ce siècle, de se vouer eux-mêmes, et l'Europe avec eux, à la destruction, presque totale. Hitler en 1941 : à ce moment même j'étais prisonnier de guerre, dans le fond d'une cellule, parce que je m'étais évadé, dans le fond d'une cellule où je ne communiquais avec personne. Ce n'était pas tragique. J'avais simplement l'imagination d'un jeune homme pressé. Et je me disais, l'Europe, pour mille ans, et moi je suis là, sans autre identité qu'un numéro matricule. Nul ne sait, dans le monde, parmi les gens qui m'aiment, où je suis. Et j'extrapolais, je pensais à la France : qu'est devenue la France dans cette Europe-là ? Que sera-t-elle, elle aussi perdant son identité, perdant sa raison d'être ? Et, déjà à cette époque, c'est-à-dire à 21, 22 ans, je pensais à l'Europe. Ce que nous avions à surmonter, ce n'était pas essentiellement la rivalité entre les Allemands et les Français, c'était surtout l'opposition de caractères philosophiques, le projet de civilisation, si j'ose employer ce terme, lorsque je parle du nazisme. Ce qui n'était pas supportable, c'était précisément la volonté dominatrice d'une civilisation qui nous déracinait et qui s'identifiait à la mort de ce que nous aimions.

- Mais au-delà, j'étais l'un de ceux qui, dès 1947 et 1948, ont appartenu aux petits groupements qui déjà s'organisaient, dans des congrès modestes, pour la réconciliation entre la France et l'Allemagne.\

Mais généralisons le propos. Aucune de nos patries n'a de chance de faire valoir ce qu'elle vaut, ce qu'elle est, de chance, peut-être, de survivre, devant le mouvement des masses, le déplacement des axes : le Rhin, la Manche, la Méditerranée, l'Atlantique, où sont-ils, quand les deux rivages de la puissance se trouvent au bord du Pacifique ?

- Et cette planète, la terre, qui se rétrécit tous les jours, et ces peuples batailleurs et dominateurs qui continuent de s'affronter. Que de fois ai-je rappelé ce voyage de quelques quinze jours au Bengale, au moment de l'indépendance du Bangladesh. Je lisais les journaux écrits en langue anglaise. Pas une fois, je n'ai relevé, pendant ces quinze jours, le nom de l'Allemagne, le nom de la France. Et j'éprouvais comme un sentiment d'humiliation, porteur que nous sommes d'une si grande et d'une si belle histoire, qui commençait quand même d'entrer dans les souterrains oubliés de l'histoire.

- Si nous voulons, non seulement sauver tout cela, mais le magnifier, ayons confiance en nous ! La France dans l'Europe est - je ne dis pas cela pour embarrasser les autres peuples ou froisser leur légitime orgueil - la France, dans l'Europe, est assurée de faire prévaloir les thèmes essentiels qui ont marqué ses réussites, qui sont sa gloire et ses chances de pérennité. Comme les difficultés, prévisibles ou vécues, nous les connaissons, je ne veux pas tenir ici un discours exagérément optimiste ou seulement bénisseur. Je dis simplement que, si nous servons la France, si nous servons la République, tous ici, quelles que soient nos origines et nos choix, et je n'établis pas de classement entre les unes ou les autres, servons aussi l'Europe.

- C'est comme cela que nous saurons répondre à une autre question que je ne développerai pas ce matin, celle que posent les peuples du tiers monde. L'Europe peut répondre aux besoins du tiers monde, aucun pays ne le peut isolément, surtout à l'heure où les deux plus grands pays du monde se taisent et s'éloignent de la revendication légitime de milliards d'êtres humains. Et sachons, au travers de cette démarche, faire prévaloir enfin ce qu'on rassemble si aisément sans

sciemment, au travers de cette dernière, sans vraiment croire ce qu'on rassemble et écrivait sans trop savoir de quoi on parle, les droits de l'homme. Sans trop savoir de quoi on parle, mais ceux qui souffrent de tortures, ceux qui sont menacés de mort, ceux qui sont détenus otages dans une chambre, enchaînés, avec une dernière lueur d'espoir qui semble vaciller, eux le savent. Oui, les droits de l'homme. Quiconque frappe, quiconque impose sa volonté par le moyen de la terreur ou bien de la violence, manque aux droits de l'homme. C'est le mal le plus répandu.

- Pourquoi, à Villeurbanne, dire cela. Parce que nous vivons un moment où l'on se sent bien ensemble. Il y aura assez de jours, demain, cette semaine et dans l'année qui vient, assez de jours où l'on dira, où l'on entendra les anathèmes et les refus, pour que l'on s'arrête un moment, étape heureuse, pour se dire : nous Français, nous sommes heureux d'être ensemble, et pour énoncer intérieurement une prière, une seule : continuons.

- Mesdames et messieurs je vous remercie.\